

Le NPDA et Johannesburg : inconciliables?

Céline Séguin

Le Sommet du G8, tenu fin juin en Alberta, a rendu public son Plan d'action pour l'Afrique. Il s'agissait de la première réponse des «grands» au Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NPDA), un projet conçu par des dirigeants africains dont l'objectif est de «mettre un terme à la marginalisation de l'Afrique» grâce à un partenariat renouvelé avec les pays fortement industrialisés. Critiqué par les uns, louangé par les autres, le NPDA et le programme de développement qu'il propose ont fait couler beaucoup d'encre. L'initiative aidera-t-elle «à placer les pays africains sur la voie d'une croissance et d'un développement durables»? Amadou Diallo, professeur à l'École des sciences de la gestion et expert en gestion de projet d'aide au développement, a accepté de partager avec nous ses vues sur la question.

Selon M. Diallo, l'intérêt du NPDA (ou NEPAD selon l'acronyme anglais) est qu'il vise à regrouper les pays bénéficiaires et à leur accorder une certaine maîtrise des fonds, tout en coordonnant, d'autre part, l'action des pays qui vont soutenir l'aide. «Jusqu'à maintenant, les initiatives africaines relevaient davantage du cafouillis que des actions concertées. Si le NEPAD vient mettre un peu d'ordre dans tout ça, on ne peut que s'en réjouir.» L'autre point positif, ajoute-t-il, c'est que le NEPAD a remis les problèmes de l'Afrique et la question de son développement à l'ordre du jour. «Ne serait-ce que pour cela, il faut saluer cette déclaration».

Néanmoins, certains ont reproché au NPDA de n'avoir d'africain

que le nom, le projet ayant été peu débattu par les populations civiles africaines. On lui reproche également de reprendre le credo néolibéral et les politiques économiques prônées par le FMI et la Banque mondiale qui auraient contribué à l'appauvrissement du continent. Le professeur Diallo est loin de partager cette vision des choses. «Le NEPAD est sans conteste un projet africain. Le fait qu'il a été conçu par des dirigeants de l'Afrique et entériné par les 53 États membres de l'Union africaine montre qu'il y a un engagement africain. Quant à l'absence de consultations, on exagère un peu. Et puis, tout ce qui a été discuté au G8 n'a pas fait l'objet, au préalable, de consultations auprès des populations locales et natio-



Photo : Sylvie Trépanier

nales des pays industrialisés. Pourquoi deux poids deux mesures?»

Par ailleurs, M. Diallo ne s'étonne pas que le NPDA privilégie l'ouverture des marchés et l'investissement étranger direct. «C'est l'école de l'aide au développement. C'est ce que l'on enseigne ici dans nos programmes de gestion. Il n'y a pas d'autres formules si l'on veut pousser vers le développement. [...] Certaines personnes pensent que l'Afrique peut se développer à l'abri de ce qui se fait dans le reste du monde. C'est impossible. Si on veut assurer une croissance équitable et viable du continent, il faut, au contraire, favoriser une intégration plus poussée de l'Afrique dans l'économie mondiale.» Enfin, affirmer que ces mesures n'ont contribué qu'à l'appauvrissement du continent c'est, selon lui, faire fi des progrès réalisés. «Par rapport à elle-même, l'Afrique s'est développée. La plupart des indicateurs – éducation, santé... – montrent que la situation s'est améliorée. Bien sûr, comparé à l'Occident, le continent accuse un important retard. C'est que l'Afrique va de l'avant à vélo... alors que le reste du monde prend l'avion! Voilà ce que vise à corriger le NEPAD.»

La pire des pollutions

Concurrence entre les pays africains, exploitation d'une main-d'œuvre à bon marché, pillage des ressources, problèmes environnementaux, autant de conséquences désastreuses que certains associent à la mise en place du NPDA. M. Diallo se montre plus optimiste. «Je préfère voir des ouvriers mal payés qu'une masse de gens qui ne tra-

vaillent pas. En fait, l'arrivée des investisseurs étrangers ne pourra qu'être profitable. Cela aura pour effet de créer de l'emploi, de transférer du savoir-faire et de faciliter l'entrée des produits africains sur les marchés du Nord.» Quant aux impacts sur l'environnement, il existe, dit-il, une pollution encore plus dommageable, c'est la pauvreté et l'insécurité. «En Afrique, des parents ne dorment pas la nuit par crainte pour la vie de leurs enfants. C'est la pire des pollutions! L'Afrique paie un prix très élevé pour demeurer le poumon de la planète. En outre, le NEPAD a un volet sur la protection de l'environnement, ce n'est pas une question sans importance pour les dirigeants africains.»

Des voies à explorer

Selon M. Diallo, les reproches que l'on peut adresser au NPDA ne concernent pas tant les thèmes mis de l'avant – éducation, santé, infrastructure, économie, environnement, bonne gouvernance, etc. – que ceux qui ont été oubliés. Parmi eux figurent les appuis institutionnels visant à bien concevoir, planifier et gérer les projets d'aide au développement. «Tout le monde est d'accord, il faut construire des routes et des écoles, améliorer le système de santé, le réseau d'eau potable, mais si on ne met pas l'accent sur la qualité de la gestion des projets, tout cela ne donnera rien.» Un volet sur les mécanismes permettant d'améliorer la conduite des projets manque donc cruellement, à son avis, au NPDA.

À cet égard, l'étude qu'il vient de terminer auprès des coordonnateurs africains de projets d'aide au déve-

loppement s'avère révélatrice. «Nous avons constaté que la plupart d'entre eux se préoccupent davantage de la visibilité des projets que de leurs impacts réels sur le développement. C'est quand même effarant!» L'expert s'apprête à mener cette étude auprès des agents occidentaux et pense obtenir les mêmes résultats. C'est un problème structurel difficile à déjouer, précise-t-il. «Mais cela montre que si on fait de l'aide au développement une seule question d'argent, on risque de rater le bateau. En fait, la conduite est plus importante que les ressources dans le succès d'un projet. C'est ce qui explique que certains pays disposant d'une aide moindre obtiennent parfois de meilleurs résultats sur les plans de la scolarisation, de la santé ou de la gestion des ressources.»

L'autre volet qui fait défaut, à ses yeux, consiste en une série de mesures concrètes permettant d'attirer rapidement des investissements étrangers directs en Afrique. «Pourquoi les investisseurs hésitent-ils? La corruption ne suffit pas à tout expliquer. En réalité, l'Afrique n'est pas plus corrompue que l'Asie qui pourtant s'en tire très bien. Il y a donc un effort à faire pour inciter les entreprises à s'implanter en Afrique et leur permettre de saisir des occasions d'affaires. Favoriser le jumelage entre des villes d'Afrique et de pays industrialisés, encourager la venue de délégations étrangères composées d'entrepreneurs et de chefs d'État, voilà des actions concrètes que le NEPAD aurait pu promouvoir.»

Prochain rendez-vous : le G8 de Chirac

Alors, l'ensemble de la démarche est-elle vouée au succès ou condamnée à l'échec? «Il est trop tôt pour ce genre de verdict. Il faut se donner au moins un an pour jauger de l'évolution de la situation. Par exemple, le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien, a été un grand champion du NEPAD au G8, alors même qu'une série d'initiatives canadiennes, en appui au Plan d'action, vient d'être annoncée. Il reste à voir si les autres pays industrialisés vont emboîter le pas. Par ailleurs, on sait déjà que le prochain Sommet du G8 rediscutera du dossier. C'est positif. D'ici là, si le NEPAD évite de gaspiller ses énergies en jouant le jeu des superstructures, et si les pays industrialisés privilégient réellement une politique d'aide multilatérale (NEPAD) plutôt que bilatérale (les pays amis), on sera en droit de penser que l'Afrique est sur la bonne voie», de conclure M. Diallo. ●

L'Afrique en chiffres

Économie

- L'Afrique est le seul continent où la pauvreté continue d'augmenter : plus de la moitié de la population y vit avec moins de 1 dollar américain par jour;
- La part de l'Afrique subsaharienne dans le PIB mondial est à peine de 1 %;
- Depuis 1990, l'aide publique au développement (APD) à l'Afrique a chuté de plus d'un tiers en termes réels;
- Sur les 26 pays qui bénéficient de la mesure en faveur des pays pauvres très endettés (PPTÉ), 22 sont des pays africains.

Éducation

- Le continent africain a le taux de scolarisation le plus bas au monde;
- On prévoit qu'en 2015, l'Afrique comptera 15 % des enfants en âge de fréquenter l'école primaire à l'échelle mondiale, mais que 75 % d'entre eux ne seront pas scolarisés.

Santé

- L'espérance de vie en Afrique subsaharienne est de 47 ans comparé à 79 ans au Canada;
- 60 % de la population rurale subsaharienne n'a pas accès à de l'eau potable.
- La mortalité infantile y est la plus élevée au monde, soit 160 morts pour 1 000 naissances;
- Trois millions d'enfants meurent chaque année en Afrique d'infections respiratoires aiguës, de malaria, de diarrhées, de rougeole et du tétanos néonatal;
- Le poliovirus est encore présent dans 12 pays, pour la plupart africains;
- Plus de 70 % des personnes infectées par le VIH/Sida vivent en Afrique et 80 % des décès imputables au sida touchent le continent africain;
- En Afrique subsaharienne, le VIH/Sida a déjà fait 13 millions de morts et plus de 12 millions d'orphelins.

Sécurité

- Plus de 100 millions d'armes de petit calibre circulent en Afrique;
- On y trouve 6 millions de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays.